

La Méditerranée : une région et des territoires dans le système-monde

Élodie VALETTE

CIRAD, UMR 5281 Art-Dev, Montpellier
elodie.valette@cirad.fr
Auteur correspondant

Christophe-Toussaint SOULARD

INRA, UMR Innovation
christophe.soulard@inra.fr

Claude LACOUR

GREThA, Université Bordeaux
claude.lacour@u-bordeaux.fr

Le 52^e colloque de l'Association de Science Régionale de Langue Française (ASRDLF) s'est tenu en juillet 2015 à Montpellier (France), organisé par un ensemble d'organismes membres du pôle *Agropolis*. Il a rassemblé plus de 270 communications et 310 participants de 17 nationalités, dont 66 doctorants, invités dans l'appel à propositions à s'interroger sur les mutations des territoires méditerranéens, en particulier sous l'angle de l'articulation entre agriculture, alimentation et villes.

Un colloque de science régionale à Montpellier nous invite à revenir à BRAUDEL et à Sa Méditerranée (BRAUDEL, 1966a, 1966b, 1966c). Pas seulement parce qu'il fut un des premiers à lancer la notion d'économie-monde (BRAUDEL, 1979), admirée, fortement discutée, revue, améliorée pour notamment aboutir à l'histoire globale et à ce que, dans un autre registre, GLISSANT (1997) a nommé le Tout-monde : « chacun d'entre nous peut faire une anthologie du Tout ». L'économie-monde veut souligner des caractères singuliers, des éléments d'« une certaine unité organique conférant une cohérence interne à défaut de véritable autonomie ». Plus simplement, sans doute, « un système de systèmes », un système réel – physique, humain, hérité de l'histoire – mais aussi un système construit, fabriqué par des frontières souvent fragiles, négociées ou imposées par les puissances politiques, religieuses, résultats de combats, de guerres menées tant par des acteurs locaux que par des États extérieurs à la zone. Retour et recours nécessaires et utiles donc à BRAUDEL, non ici pour en faire un commentaire mais pour servir comme un des fils rouges possibles.

- 1 -

Territoires méditerranéens

1.1. Un monde de mondes

Il convient, parlant de la Méditerranée, d'en définir les traits, d'en souligner des caractères. BRAUDEL nous offre un style et une écriture souvent tonifiante, des formules définitives et pertinentes : « la Méditerranée n'est même pas une mer, c'est un « complexe de mers », et de « mers encombrées d'îles, coupées de péninsules, entourées de côtes ramifiées » (BRAUDEL, 1966a, p. 10). Ce sont encore des « plaines liquides » (*op. cit.*, p. 94), et de manière anti-churchillienne, « une mer entre les terres » (*op. cit.*, p. 22), ou « une mer entre des montagnes » (*op. cit.*, p. 22). Le Sahara, et plus généralement le désert, serait alors « la mer sans eau » (*op. cit.*, p. 158).

Dans cette veine, on trouve l'affirmation d'une identité forte, consacrée par cette idée d'un monde, plutôt *Du Monde méditerranéen*. Mais à l'opposé, on peut avoir le sentiment que *La Méditerranée* n'existe pas : elle est multiple, confuse, indécise, fermée et ouverte, cohérente et disparate, en tensions permanentes. Elle n'aurait d'unité « que par le mouvement des hommes, les liaisons qu'il implique ; les routes qui le conduisent » (*op. cit.*, p. 253), affirmation qui confirmerait plutôt son absence, ses dislocations, ses antinomies, des contradictions profondes. On sait bien que ce monde est soumis aux plaques tectoniques au sens propre (le Vésuve, l'Etna) et au sens métaphorique de la tectonique des territoires (LACOUR, 1995). Et si la question

se pose de savoir le nombre de Méditerranées possibles – BRAUDEL en retient souvent deux – le plus important n'est pas la quête délicate, incertaine et fragile de tout dénombrement mais bien davantage de savoir à quel niveau on se situe : la mer du cabotage, les *pueblos blancos* andalous ou encore ces fameux villages perchés, citadelles, lieux de résistance aux envahisseurs, base de l'émigration vers le vaste monde et pas seulement vers les plaines. Et « le montagnard est un type d'homme connu de toute la littérature méditerranéenne ». La Mer intérieure est aussi « une région de villes » (BRAUDEL, 1966a, p. 255).

Et alors, en fonction de choix scientifiques, des priorités ou des hiérarchies disciplinaires, on devra privilégier des cadres théoriques, mobiliser des méthodes, s'inscrire, tout en les dépassant, dans des cadres académiques, apprécier des politiques conduites ou revendiquées. Quand bien même on serait tous au départ d'accord pour privilégier, comme le colloque a voulu le faire, *les territoires méditerranéens et la Méditerranée*, les géographes, les économistes, les aménageurs, les historiens, les agronomes - pour ne retenir que quelques champs disciplinaires larges qui sont intervenus à Montpellier – n'ont pas forcément des ambitions communes, des questionnements similaires. Le chercheur d'Algérie, du Maroc, du Liban, pour ne pas parler des chercheurs français, suivant leur région d'origine, leur laboratoire de rattachement, leurs préoccupations du moment, leur insertion dans un programme pluriannuel ou dans la rédaction d'une thèse, n'ont souvent en commun que la référence générale, « englobante », mais lâche et imprécise, de l'invocation quasi existentielle de la Méditerranée. Ainsi par exemple, de SOULARD *et al.* (2017) qui comparent des villes (Constantine, Meknès, Athènes, Lisbonne, Montpellier, Pise) « localisées » en Méditerranée. Décidément, une pour tous, mais chacun la sienne !

BRAUDEL insiste aussi sur « une histoire quasi immobile, celle de l'homme dans ses rapports avec le milieu qui l'entoure ; une histoire lente à couler, à se transformer, faite souvent de retours insistants, de cycles sans cesse recommencés » (BRAUDEL, 1966a, p. 13). Il serait facile de le suivre et de montrer systématiquement la portée et la puissance de cette « histoire quasi immobile », de voir comment on peut, sur cette toile de fond, proposer une dystopie nouvelle ou réactualisée. Décidément, « l'histoire de ces berges n'a été que convulsions, avortements d'ambitions hégémoniques, affrontements de nationalismes, conflits et murs de foi sous la bannière du Dieu unique et révélé, attraction et répulsion du cosmopolitisme inhérent au brassage des ports, migrations des pauvres, du nord au sud derrière les armées colonisatrices, du sud au nord sans cesse » écrit GIZARD (1993). BLANC et CHAGNOLLAUD (2017) confirment par *L'invention tragique du Moyen-Orient*.

1.2. Un espace de circulations et de conflits

Au fil de la relecture de BRAUDEL, on relève des formulations-choc qui se retrouveraient valables pour la Méditerranée d'aujourd'hui : toujours et encore des terres de missions et de croisades, des plaines à aménager (BRAUDEL, 1966a, p. 55), l'existence renforcée de mouvements lourds de migration fuyant les guerres et les conflits religieux, les despotismes de régimes politiques, la lutte contre les moustiques et les maladies (qui reviennent), la crise du blé et plus largement de

l'alimentation, celles du ravitaillement en eau, en lait et en huile et farine : « la Méditerranée est toujours au bord de la famine » (*op. cit.*, p. 283).

La conférence inaugurale du colloque ASRDLF de Sophie BESSIS sur « L'arme alimentaire » (BESSIS, 1979) a largement souligné ces aspects. Hier, à l'époque que traite BRAUDEL, « partout se retrouve, fille du climat et de l'histoire, la même trinité : le blé, l'olivier et la vigne » (BRAUDEL, 1966a, p. 215). Mais du coup, un manque en quantité et en qualité d'eau dans ces pays bordés de mer et une formidable capacité à la maîtriser, à la dompter pour irriguer des terres arides, salines souvent. Celui qui contrôle l'eau a le pouvoir : *Proche-Orient, le pouvoir, la terre et l'eau*, nous dit BLANC (2012). À croire que l'on a oublié ces réalités élémentaires et que l'on a parfois voulu trop attendre de la manne pétrolière pour les pays qui en possèdent. La transhumance et le nomadisme, ces fameuses « brebis ambulantes de Castille » (BRAUDEL, 1966a, p. 82), restent des marqueurs des saisons, traduisant les liens entre les campagnes et les villes. Les déserts existent et tendent même à s'accroître : « la même civilisation agraire » continue à opposer les montagnes, les arrière-pays, des lumières attendues des villes qui attirent surtout des paysans pauvres.

Les villes justement, « essaient au loin, très loin » (*op. cit.*, p. 286), et « elles sont des moteurs, elles tournent, elles s'animent, elles s'essoufflent, repartent en avant » (*op. cit.*, p. 322). Le littoral perd de sa nature, peu à peu consommé par l'urbanisation (PERRIN, 2013). L'insécurité demeure ou augmente, l'influence des mafias, des « bandits et des brigands » aussi. La montagne reste « une fabrique d'hommes à usage d'autrui » (BRAUDEL, 1966a, p. 46), « la plaine appartient au seigneur » (*op. cit.*, p. 67) et le fellah dépend des grands propriétaires privés, de l'État, que celui-ci se revendique socialiste ou qu'il relève des grandes familles royales et princières. Les greniers à blé qu'étaient l'Égypte et l'Algérie se sont vidés et ces pays, par exemple, doivent maintenant importer des pays « riches », des céréales au cours du dollar. La violence profonde de certaines de ces sociétés, leurs modes singuliers de règlement des désaccords, une opulence ostentatoire de ceux qui réussissent, les dépendances lourdes aux modes et codes de la famille vont de pair avec une frugalité et une hospitalité formidable qui nous imposent souvent la modestie et l'humilité.

1.3. Une région et des territoires dans le système-monde

Si la Méditerranée est bien un monde dans lequel persistent des guerres, des tensions, des contradictions, elle est aussi devenue un des lieux privilégiés d'affrontement des puissances mondiales, comme le furent hier les Malouines et aujourd'hui les îles Senkaku. Les États-Unis sont omniprésents en Méditerranée par leurs bases militaires, par leur soutien à Israël et à l'Égypte, par les guerres en Irak et les difficiles relations avec l'Iran. La Méditerranée est devenue un monde où existent des puissances nucléaires, où se jouent les avènements de l'Occident et de l'Orient, où l'Europe est à la fois partie composante, prenante, témoin, active et impuissante, éclatée quant aux réponses à donner face aux migrations, aux dettes souveraines de certains de ses États-membres, quant aux coopérations à inventer et à nourrir. Le « petit » Liban et la « grande » Égypte, au-delà des conflits d'ordre religieux, sont dominés par des économies de rente : le premier reste marqué par ses découpages multiples, dont ceux

d'ordre communautaire, qui confirment et confortent les réalités territoriales et par les rentes provenant de la diaspora. Mandelbaum, au sujet du film de Boulghourjian, *Tramontane* (*Le Monde*, 1^{er} mars 2017), écrit justement que le Liban est un pays en proie à la fragmentation interne, à l'occultation de sa mémoire et aux menaces extérieures qui le déstabilisent davantage encore. L'Égypte est sans doute le premier importateur mondial de blé, peinant à fixer les populations nomades, à organiser la croissance urbaine du Caire. Ce pays joue aussi des transferts que lui assurent les États-Unis et l'Arabie Saoudite.

Revenant sur les conséquences du printemps arabe, Mouhoud EL MOUHOUD (2011) a expliqué dans sa conférence donnée au colloque ASRDLF 2015 que les économies des pays du monde arabe ont été intégrées par le jeu des migrations internationales et par la rente du pétrole. Les migrations ont eu un rôle de redistribution des revenus entre Machrek et pays du Golfe d'une part, entre Maghreb et Union Européenne, d'autre part. Mais le résultat est dramatique, car les exportations n'ont pas bougé, et les conditions locales n'ont pas permis le développement de l'industrialisation. Il y aurait un régime intérieur à ces économies qui seraient source de frein.

À côté de ce qui peut sembler une malédiction existentielle, une dystopie inévitable, s'ouvre plus heureusement une page nouvelle de la Méditerranée de la rive sud, celle des printemps arabes ou ce que AUBIN DE LA MESSUZIÈRE (2017) appelle « le grand chambardement » du monde arabe. À ces chocs des révolutions arabes, aux interrogations et aux espoirs de ces révolutions, répondent aussi des forces qui poussent, exacerbent la mondialisation et la globalisation. Et reprenant la formule (PUISSANT et LACOUR, 1999), on peut dire que la Méditerranée est de plus en plus une « des inscriptions spatiales » du Monde : le monde est largement connecté et tous, nous suivons *en live* les événements, les échecs, et les raisons d'espérer. Indépendamment des migrations liées aux guerres et aux régimes politiques, nous sommes confrontés à la fuite des cerveaux, à la financiarisation des activités, aux avantages et aux dépendances du tourisme international, aux transferts de technologie, aux possibilités des délocalisations, fussent-elles en zones franches. Pour exemple, l'Afrique du nord est bien une base arrière de l'industrie automobile française : Renault à Tanger, Rabat et Oran, Peugeot et Toyota à Kenitra. Les équipementiers sont présents, généralement auprès des constructeurs, et n'oublions pas que la Turquie est devenu un gros producteur de voitures (MEZOUAGHI, 2009). Les industries, les services dont le tourisme, les *call centers*, sont décidément des facteurs d'intégration dans la mondialisation et de développement, qui favorisent les littoraux, créent en partie des villes nouvelles. Ils peuvent aussi accentuer les fractures régionales, urbaines, sociales et générationnelles, produire des pseudo-villes, des étalements non maîtrisés de la croissance urbaine. Ces forces accentuent jusqu'à la violence les oppositions entre la modernité et les traditions. Le « Maroc utile » au sens de Lyautey, celui des plaines et de la côte, « le Maroc inutile des tribus et des montagnes », font-ils encore écho, sont-ils d'actualité et sous quelles formes ? Quels sont les modes d'appropriation et d'usage de la terre, qui, décidément « reste la grande convoitise » (BRAUDEL, 1966b, p. 89). Pour continuer la métaphore, quelles

sont les « terres inutiles », mal utilisées ? Les terres *habous* (waqfs) du makhzen, ou en Grèce, celle des armées et des universités (VITOPOULOU, 2010) ?

1.4. Vers un espace de coopération politique et scientifique

Des éléments de coopération existent et tendent à se développer, du moins se sont organisés plus avant entre l'Europe et les pays arabes notamment, par exemple, par la conférence euro-arabe *Med-Urbs* tenue à Valence en 1994. Dix ans plus tard, Jean-Louis GUIGOU crée l'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEMED) en l'ouvrant à l'Afrique et se déclare, convaincu, que « d'ici 2050, l'axe Europe-Méditerranée-Afrique peut devenir le centre du monde ». Attaché à la prospective comme délégué à la DATAR, il avait lancé de nombreux travaux, dont ceux sur la Méditerranée, dont témoigne *La Méditerranée inquiète* (GIZARD, 1993), mais aussi sur l'Arc atlantique (LE MONNIER et LACOUR, 1992 ; BEAUCHARD, 1995).

C'est d'une certaine manière le retour au temps long et aux longues vues, retour aussi aux rapports de force et aux vicissitudes entre puissances européennes et celles du sud de la Méditerranée. Suite à la Déclaration de Barcelone, J. Chirac lance un processus de coopération et N. Sarkozy va mettre à jour l'UpM, (l'Union pour la Méditerranée) au sommet de Paris en 2008. Mais l'UpM ne tardera pas à tomber en désuétude, notamment face aux réserves de l'Allemagne et plus généralement des pays du nord de l'Union. Cette dynamique a toutefois des répercussions dans les organismes de recherche comme l'INRA, l'IRD ou le CIRAD, qui s'investissent ou se réinvestissent dans des stratégies scientifiques en Méditerranée. Le cadre européen permet de lancer en 2008 les programmes ARIMnet 1 et 2¹. Cofinancés par l'Union Européenne et les pays méditerranéens partenaires, l'objectif est de promouvoir les synergies et favoriser les coopérations dans le domaine de la recherche agronomique. Face aux défis auxquels est confrontée l'agriculture méditerranéenne, il convient de structurer des forces de recherche aujourd'hui insuffisamment coordonnées pour permettre d'y répondre efficacement. Le but d'ARIMnet est de développer des actions permettant de renforcer la coopération et la collaboration entre programmes de recherche des pays partenaires. Cette dynamique se poursuit dans le cadre de l'initiative PRIMA du programme Horizon 2020 de l'Union Européenne².

Ainsi, dans ce monde global, des liens forts existent, persistent et se renforcent notamment avec l'Algérie, le Maroc et la Tunisie. Nous avons tous (et pas seulement les signataires de cette introduction) dirigé et dirigeons des thèses, souvent en cotutelle, de jeunes chercheurs originaires de ces pays, par exemple sur Alger, Marrakech ou Tunis, et sur les problèmes plus généraux d'urbanisation, de métropolisation, de transformations majeures des agricultures et des relations ville-campagne. Nous avons accueilli et accueillons des post-doctorants et des collègues dans nos laboratoires, même si l'on peut noter des attractions de plus en plus fortes, notamment des doctorants marocains pour le Québec et surtout les États-Unis. Nombre de ces jeunes chercheurs sont aujourd'hui devenus des collègues reconnus, des doyens, des responsables de leurs écoles ou universités, ou exercent des fonctions majeures en matière de planification économique et de développement régional et urbain, dans des ministères ou dans des agences de développement. Nous allons régulièrement à

des colloques et des séminaires organisés localement. Nous participons à des travaux sur le terrain avec les étudiants, à des programmes de recherches en partenariat. La coopération, la collaboration sont devenus des maîtres mots et des pratiques heureusement régulières. D'autres vont se constituer à l'occasion du colloque de l'ASRDLF de 2017 qui se tiendra à Athènes. Il continuera une pratique illustrée par les colloques tenus à Marrakech en 2001 et à Sfax en 2006.

La Méditerranée est plus que jamais, malgré ses difficultés, ses tensions et ses contradictions, une mer, une terre, d'espérance. Si elle est confrontée à des chocs productifs, culturels et culturels majeurs, elle paraît cependant prête pour affronter ces enjeux.

- 2 -

L'agriculture et l'alimentation en Méditerranée

2.1. Des bouleversements territoriaux invitent la science régionale à apporter de nouveaux éclairages

Les mutations territoriales que connaît la Méditerranée sont importantes, en particulier depuis 2011 avec le Printemps arabe, théâtre de bouleversements politiques majeurs. Dans ce contexte d'évolutions à la fois rapides et radicales, l'agriculture et l'alimentation offrent des prismes d'analyse des transformations à l'œuvre dans des territoires pluriels. C'est le parti pris de ce numéro spécial que d'apporter quelques éclairages sur les traductions régionales et locales de ces enjeux méditerranéens.

Plus particulièrement, les questions de l'accroissement de la production agricole et de la sécurité alimentaire d'une population urbaine croissante se posent avec acuité. Sur les 854 millions d'hectares que représente la région méditerranéenne, seulement 118 millions (14 %) sont propices à la production agricole (ZDRULLI, 2014). L'urbanisation des plaines littorales réduit encore davantage ces surfaces agricoles productives (MEDITERRA, 2008), dans un contexte où la disponibilité en terres irrigables diminue. Par ailleurs, si la rive sud de la Méditerranée connaît un renforcement de la sécurité alimentaire dans certains secteurs comme celui du lait, des fruits et légumes (DE LATTRE-GASQUET *et al.*, 2016), elle subit également des déficits structurels, notamment céréaliers. On relève en revanche sur la rive nord un niveau élevé de sécurité alimentaire tant sur le plan quantitatif que qualitatif, suggérant la nécessité de stratégies de renforcement des échanges agro-alimentaires à l'échelle du bassin Méditerranéen. Enfin, la qualité et la sûreté des produits agricoles font débat, alors que le modèle productiviste reste dominant et qu'une transition nutritionnelle est en cours.

Du point de vue alimentaire, la Méditerranée est la terre des paradoxes. La fameuse « diète méditerranéenne » est réputée pour sa valeur santé. En effet, l'alimentation méditerranéenne traditionnelle repose sur une importante consommation de fruits, de légumes et de céréales, associés à des condiments dont l'huile d'olive en première

place, et d'épices (PADILLA, 2000). Certains géographes et historiens ont d'ailleurs délimité la culture de l'olivier en fonction du climat méditerranéen (DEMANGEON, 1948). Mais ce sont surtout les échanges de produits agricoles constants tout au long de l'histoire de cette région, induits par la mobilité des peuples et par les conquêtes, à l'intérieur mais aussi à l'extérieur du bassin méditerranéen, qui ont forgé le système alimentaire méditerranéen (HERRSCHER *et al.*, 2016). À partir des années 1950, la transition nutritionnelle s'impose dans les pays du Nord, basée sur la consommation d'aliments industriels produits à bas coûts. Elle gagne aussi les pays méditerranéens. Des études médicales et nutritionnelles constatent les conséquences sanitaires néfastes de ce régime (obésité, maladies cardio-vasculaires...) et révèlent le caractère sain du régime méditerranéen basé sur sa cuisine traditionnelle. Alors que ce régime est en recul dans les habitudes alimentaires, la région connaît une dépendance alimentaire croissante, encore renforcée par les effets du changement climatique. Ainsi, on peut s'interroger sur les capacités de la région méditerranéenne à revitaliser son régime alimentaire dans un contexte d'insécurité alimentaire accrue.

Ces tensions sur l'agriculture, sur l'alimentation, et par conséquent sur des ressources comme les sols ou l'eau, sont des défis futurs pour la Méditerranée. La diversité et l'intensité des changements et transitions en cours dans le domaine agricole et agro-alimentaire suscitent de nombreuses questions :

- Comment assurer l'alimentation d'une population urbaine croissante ? Quelles stratégies alimentaires des pays et des villes ?
- Quelles politiques commerciales pour améliorer la sécurité et la gouvernance alimentaire en Méditerranée ?
- Quelles évolutions des sols agricoles et naturels en périphéries urbaines, en zones littorales ? Comment se régulent les concurrences d'usages et les régimes fonciers ?
- Comment penser les interdépendances (compétition/coopération) entre territoires de plaine littorale et d'arrière-pays, ruraux et urbains ? entre dynamiques commerciales et de proximité ? entre agricultures irriguées et pluviales ; écologiques et intensifiées ? Quelles agricultures demain en Méditerranée ?

Ce sont ces interrogations que le colloque de l'ASRDLF a souhaité mettre au cœur de sa 52^e édition, qui s'est tenue à Montpellier en juillet 2015, en choisissant le thème fédérateur « Territoires méditerranéens : agriculture, alimentation et villes ».

2.2. Montpellier et le pôle Agropolis : une longue tradition de recherche en économie agricole et rurale

Le choix d'une telle thématique n'est naturellement pas étranger à la localisation du colloque : Montpellier a une longue tradition de recherches en économie rurale, au travers notamment des travaux de Robert Badouin, Philippe Lacombe, et plus récemment Philippe Perrier-Cornet, aujourd'hui relayés par une grande diversité de chercheurs intéressés par les mutations récentes des agricultures et des ruralités, au Nord comme au Sud, et pour la plupart réunis au sein du pôle Agropolis. Ce pôle réunit en effet depuis 1986, à Montpellier, 24 établissements de recherche et d'enseignement supérieur intervenant dans les domaines liés à l'agriculture, à l'alimentation et à l'environnement, avec une attention particulière

aux problématiques méditerranéennes et tropicales. Les organismes organisateurs du colloque de l'ASRDLF sont ainsi membres de ce pôle Agropolis (CIRAD, INRA, Montpellier SUPAGRO notamment). Les unités de recherche impliquées regroupent, quant à elles, autour d'une préoccupation agri-rurale, des géographes, des sociologues, des économistes, dans une pluridisciplinarité assumée, qui s'accorde bien avec le positionnement de l'ASRDLF.

De nombreux travaux portant sur ces mutations des territoires méditerranéens, en particulier ruraux, tant au nord qu'au sud de la Méditerranée, sont portés depuis de longues années par les instituts du CIHEAM (Centre International des Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes), organisation intergouvernementale méditerranéenne fondée en 1962 et « dédiée à l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et nutritionnelle et le développement des territoires ruraux et côtiers » et dont l'un de ses instituts, l'Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), est justement localisé à Montpellier au cœur du campus Agropolis. Les publications du CIHEAM font référence, telle la revue *Options Méditerranéennes*, collection d'ouvrages scientifiques au service du développement de l'agriculture méditerranéenne, éditée et publiée par le CIHEAM depuis 1970. Des réseaux de recherche s'adosent au CIHEAM tels le RAFAC (Réseaux Agriculture Familiale Comparée en Méditerranée) qui lançait en 2005 avec l'UMR PACTE un projet de recherche international sur les processus de territorialisation en Méditerranée, programme axé tant sur les dynamiques rurales qu'urbaines (CAMPAGNE *et al.*, 2009), ou le réseau FONCIMED, réseau méditerranéen pluridisciplinaire et interinstitutionnel d'échanges et de comparaisons d'expériences sur la question foncière agricole, créé en 2007 à l'initiative du CIHEAM et de l'IAM, son institut montpelliérain et de l'INRA *via* son département Sciences pour l'Action et le Développement (SAD).

D'autres travaux mobilisant les disciplines de la science régionale ont eu à cœur de penser la région méditerranéenne dans ses similarités et différences, en proposant des approches comparatives, qui mettent en regard des situations en Europe du Sud, au Maghreb, au Machrek. Ainsi, et sans être exhaustif, le projet ANR DAUME (Durabilité des Agricultures en Méditerranée) s'est intéressé à la durabilité des agricultures urbaines et périurbaines dans cinq villes méditerranéennes. Le projet AriMnet2 DIVERCROP qui démarre en 2017 a, de la même façon, pour ambition de mettre en évidence les interactions entre usages des terres, pratiques agricoles et systèmes alimentaires locaux dans plusieurs pays méditerranéens. Des collaborations s'opèrent aussi avec les Écoles et Instituts Français du pourtour méditerranéen, par exemple avec le projet « Métropoles en crise de l'Europe du Sud » financé par l'École Française de Rome, et qui comporte un axe de recherche porté par l'INRA sur le rôle des espaces ouverts métropolitains dans la gestion de la crise urbaine.

La thématique du colloque, reprise ici, témoigne donc d'orientations fortes de la recherche montpelliéraine en science régionale, bien que le terme ne soit finalement que peu utilisé. Outre la question agricole et rurale, c'est aussi une ouverture vers les terrains au Sud que cette édition a voulu consacrer, en accueillant un certain nombre de collègues francophones du Maghreb, Machrek, Proche-Orient et Afrique

sub-saharienne. Cette volonté de se tourner vers une francophonie au Sud a été actée par l'attribution de 24 bourses de mobilité en direction de ces partenaires.

- 3 -

Contenu du numéro

Les six contributions réunies dans ce numéro abordent sous des angles variés les dynamiques des territoires méditerranéens au prisme de l'agriculture et de l'alimentation. À l'exception de l'un d'entre eux (MARTY *et al.*, 2017), ces articles s'appuient sur l'analyse de situations locales pour éclairer l'un ou l'autre des enjeux évoqués précédemment dans cette introduction : néanmoins, la force de chacun d'entre eux est bien de resituer ces vignettes monographiques dans une compréhension plus large des articulations et interdépendances territoriales qui se jouent à l'échelle régionale, nationale ou de la Méditerranée, montrant par là un souci constant d'une analyse des coordinations et régulations multi-échelles et multi-acteurs, analyse des ressorts du développement territorial (VALETTE *et al.*, 2017).

3.1. Agriculture et alimentation dans les mutations territoriales au Sud

L'article de Pauline MARTY, Stéphane MANCERON, Chantal LE MOUEL et Bertrand SCHMIDT dresse un panorama régional du défi alimentaire en Méditerranée. Les auteurs expliquent la forte croissance de la dépendance alimentaire constatée pour la région Afrique du Nord – Moyen-Orient (MENA), sur la période 1960-2011, par une diversité de facteurs : la croissance démographique d'une part, mais également l'évolution des régimes alimentaires, notable entre autres dans l'accroissement de la part des produits végétaux importés (céréales et tourteaux) dans les rations animales. Les auteurs montrent ainsi comment la progression de la production agricole ne suffit pas à couvrir celle de la demande en production végétale. En effet, les agricultures régionales, en dépit d'une multiplication par quatre de la production au cours des cinquante dernières années, restent fortement limitées par la rareté des terres cultivables et la disponibilité en eau. Cet article à visée régionale pointe ainsi avec justesse combien le recours croissant aux importations céréalières constitue un facteur de vulnérabilité du système agricole et alimentaire de la région méditerranéenne.

La question de la conquête de nouvelles terres agricoles est abordée dans le texte de Delphine ACLOQUE-DESMULIER à propos du cas des marges désertiques en Égypte. Cet article montre les logiques et les acteurs de la conquête agricole dans le désert égyptien, à l'image des processus équivalents dans tous les pays sub-sahariens du Sud de la Méditerranée. Il témoigne ainsi d'une part, de la nécessité, ressentie dans l'ensemble de la région Méditerranéenne, de répondre à l'incertitude alimentaire par la mise en culture de nouvelles terres, au-delà des traditionnelles terres fertiles des plaines littorales et fluviales, aujourd'hui fortement menacées par l'urbanisation et l'industrialisation. Ces nouvelles ressources foncières sont, en Égypte comme

en Algérie par exemple (DAOUDI et COLIN, 2016), gagnées sur le désert pour le développement d'un secteur agricole et agro-alimentaire principalement tourné vers des productions à forte valeur ajoutée et vers l'exportation, développement largement piloté par de grandes exploitations agro-industrielles. L'article, outre la description des processus à l'œuvre, interroge d'autre part, les fondements et les impacts de ce nouveau développement agricole tourné vers l'exportation, et à ce titre apporte des éléments d'analyse qui dépassent le seul cas égyptien. Il insiste en particulier sur la contradiction manifeste entre la nécessité (et la volonté politique affichée) d'assurer la souveraineté et la sécurité alimentaire du pays, et le développement d'une agriculture destinée à des marchés et des consommateurs européens ou du Golfe. Par ailleurs, l'offre de produits qui répondent aux normes de qualité et de traçabilité contraste avec la majorité des produits écoulés sur les marchés locaux, avec une durée de conservation et des niveaux de prix très variables, soulevant un questionnement sur les inégalités d'accès des populations locales à une alimentation saine et contrôlée.

La note de recherche de Walid ACHOURI, en fin de volume, évoque également ces mutations des marchés et des productions agricoles dans le contexte tunisien. Ici, l'auteur se focalise sur les stratégies d'adaptation des agriculteurs dans un contexte d'évolution de la demande des consommateurs et d'accès facilité à l'eau d'irrigation souterraine, et montre, à travers la description du souk de Jilma, ville moyenne de la Tunisie centrale, le renouvellement des relations ville-campagnes sous l'effet de ces stratégies d'adaptation, et leur impact sur le développement urbain. Ainsi est décrit dans un premier temps le développement de la culture du piment rouge, vendu séché dans l'ensemble du marché national, et principalement cultivé par des petits agriculteurs familiaux, sur des parcelles de taille réduite, nouvellement irriguées grâce au captage d'eaux souterraines dont on ne connaît pas la durabilité à long terme, qui assure aujourd'hui la prospérité nouvelle de la petite région. Dans un deuxième temps, l'auteur se livre à une description des transformations de l'élevage ovin, auparavant extensif, basé sur des terrains de parcours soumis à une sécheresse fréquente, et désormais intensif, spéculatif, fortement intégré à l'économie de marché, grâce à l'adoption par les éleveurs de l'engraissement à partir d'aliments en grande partie importés. Les éleveurs se sont ainsi délivrés d'une dépendance aux aléas climatiques, pour en développer une autre liée aux prix et à la disponibilité des aliments et tourteaux végétaux. Cet exemple des mutations récentes d'un espace rural tunisien illustre à notre sens bien des problématiques actuelles des agricultures en Méditerranée à savoir notamment la mobilisation des eaux souterraines et l'extension des périmètres irrigués, le recul de l'élevage extensif, et l'insertion progressive des marchés locaux dans des marchés nationaux voire internationaux. Il témoigne aussi des ressorts d'innovation des agriculteurs locaux, comme dans l'exemple du piment rouge, qui mobilisent les ressources disponibles (ici l'eau souterraine) pour développer une culture jusqu'ici confidentielle et élever la petite région rurale au rang de pôle principal de production et de commercialisation du piment rouge séché.

3.2. Dynamiques territoriales des agricultures sous influence urbaine au Nord

Trois contributions explorent, sur la rive nord de la Méditerranée, et plus particulièrement dans le sud de la France et en Espagne, d'autres processus caractéristiques des territoires méditerranéens et de leur récente évolution, en abordant les dynamiques locales des agricultures sous influence urbaine.

L'article de Claire RUAULT et Chloé VITRY examine les dynamiques agricoles périurbaines et la manière dont elles s'articulent ou non aux préoccupations des élus locaux. En effet, ces derniers se font de plus en plus l'écho des demandes des citoyens en matière d'alimentation locale adressées aux agriculteurs : l'agriculture est vue à la fois comme une activité garante de la ruralité du territoire, et comme une ressource pour renforcer l'approvisionnement alimentaire local. Or, la mise à contribution du monde agricole dans la définition de telles politiques locales ne va pas de soi. À partir d'une étude de cas dans le Pays du Lunellois, un territoire périurbain situé entre Montpellier et Nîmes, en Languedoc, une enquête sociologique montre les difficultés de mise en place d'une coopération entre agriculteurs et élus locaux, pouvant s'expliquer par : 1) l'éclatement du monde professionnel agricole et la difficulté à se constituer en interlocuteur professionnel collectif des élus ; 2) les visions de ces derniers sur l'agriculture et le rôle qu'ils considèrent pouvoir jouer en matière de politique agricole, et enfin ; 3) le mode de relations entre ces deux mondes qui, dans le cas étudié, rend difficile un débat approfondi ancré sur les réalités agricoles locales et une production partagée de connaissances pour l'action.

En restant toujours autour de Montpellier, l'article de Françoise JARRIGE et Coline PERRIN étudie l'agriculture comme nouvel objet des politiques urbaines à travers l'exemple d'un *agriparc* : un projet de parc agricole multifonctionnel inclus dans l'espace urbain. Cette initiative locale résulte des politiques d'aménagement de la Métropole de Montpellier. Celles-ci ont pris forme en 2006 avec l'élaboration d'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT) qui a reconnu les espaces agricoles comme composante à part entière du territoire urbain. Au sein de ces espaces, des périmètres agricoles, nommés *agriparks*, ont été définis pour y soutenir le développement d'une agriculture multifonctionnelle, assurant des missions de production alimentaire, de préservation paysagère et d'accueil récréatif pour les citoyens. Cette décision d'urbanisme a été complétée par une politique d'acquisition foncière qui a conduit la collectivité à installer des agriculteurs aux profils multiples, non sans difficultés. Un travail d'enquêtes auprès des acteurs concernés par l'*agriparc* révèle que ces difficultés tiennent à des visions plurielles de l'agriculture et à des intérêts parfois contradictoires. Si l'*agriparc* peut être vu comme une innovation territoriale qui tente d'articuler ville et agriculture, il montre aussi les jeux d'acteurs locaux qu'implique la promotion d'un modèle de développement s'inspirant des référentiels de multifonctionnalité et de durabilité. Cet article considère l'*agriparc* comme un espace d'expérimentation « *in vivo* » où se confrontent et coexistent plusieurs formes d'agriculture différant dans leurs modèles technico-économiques et leurs liens à la ville.

Les difficultés d'articulation entre ville et agriculture évoquées dans les deux contributions précédentes posent la question de l'adéquation des outils d'urbanisme à l'aménagement des espaces agricoles périurbains. L'article d'Esther SANZ SANZ, Claude NAPOLÉONE, Bernard HUBERT, Rafael MATA et Sébastien GIORGIS propose de bâtir des réponses méthodologiques et opérationnelles à cette question. Ces auteurs ont mis au point une démarche qui permet de délimiter, caractériser et représenter des unités spatiales homogènes d'agriculture périurbaine (USAPU). Celle-ci repose sur une combinaison entre une description géographique des données agricoles et urbaines, et une analyse statistique et multiscalaire de ces données. Cet appareillage méthodologique permet de considérer l'agriculture dans sa dimension productive, au-delà des approches paysagères esthétisantes qui sont souvent les seules pratiquées dans les documents d'aménagement du territoire et dans l'action publique locale. L'article a permis de tester cette démarche dans deux villes aux profils différents, en Avignon dans le sud de la France, et dans la banlieue de Madrid en Espagne. Une telle démarche révèle une fois de plus que la prise en compte de l'agriculture est un défi pour les politiques urbaines contemporaines.

En conclusion, ce numéro éclaire des dynamiques observées dans des territoires méditerranéens marqués par une tension accrue sur les ressources naturelles, en particulier la terre et l'eau. Entre nature et société, l'agriculture et l'alimentation sont des bons prismes d'analyse des jeux d'acteurs qui se nouent autour de ces ressources. La recherche de voies de compromis entre environnement, aménagement et développement sont au cœur du devenir des territoires méditerranéens.

Références bibliographiques

- AUBIN DE LA MESSUZIÈRE Y (2017) *Mondes arabes, le grand chambardement*. Plon, Paris.
- BEAUCHARD J (1995) *Espaces-projets atlantiques*. Éditions de l'aube, La Tour d'Aigues.
- BESSIS S (1979) *L'arme alimentaire*. Maspero.
- BLANC P (2012) *Proche-Orient : le pouvoir, la terre et l'eau*. Presses de Sciences Po, Paris.
- BLANC P, CHAGNOLLAUD J-P (2017) *L'invention tragique du Moyen-Orient*. Autrement, Paris.
- BRAUDEL F (1987) (1966a) *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, tome 1 : *La part du milieu*. Armand Colin, Paris.
- BRAUDEL F (2014) (1966b) *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, tome 2 : *Destins collectifs et mouvements d'ensemble*. Armand Colin, Paris. (Le volume 1 comprend la deuxième partie mais les références sont prises dans le volume 2).
- BRAUDEL F (2015) (1966c) *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, tome 3 : *Les événements, la politique et les hommes*. Armand Colin, Paris.
- BRAUDEL F (1979). *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècle*. Tome 3 : *Le temps du monde*. Armand Colin, Paris.
- CAMPAGNE P, PECQUEUR B, CIVICI A, GURI F, BEDRANI S et al. (2009) *Processus d'émergence des territoires ruraux dans les pays méditerranéens. Analyse comparée entre les trois pays du Maghreb, la France et 6 pays méditerranéens du Nord, du Sud et de l'Est*. Rapport final, 614 p.
- DAOUDI E, COLIN J-P (2016) *Land policy and land markets on the agricultural frontier in arid Algeria*, Annual World Bank Conference on Land and Poverty, Washington, 14-18 march 2016.

- DE LATTRE-GASQUET M, LE MOUËL C, MORA O (2016) *Agrimonde-Terra, a Foresight Exercise on Land Use and Food Security in 2050: Scenario-building Method and Conceptual Framework*, Brief 1, [en ligne] <http://www.foncier-developpement.fr/wp-content/uploads/Agrimonde-Terra-Brief-1-Anglais.pdf>
- DEMANGEON A (1948). *Géographie économique et humaine de la France*. Armand Colin, Paris.
- GIZARD X (1993) *Vers l'avenir : la Méditerranée perdue. La Méditerranée inquiète*. DATAR Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
- GLISSANT E (1997) *Traité du tout-monde*. Gallimard, Paris.
- HERRSCHER E, SAUNIER E, SAUVEGRAIN S-A (2016) Alimentation. In : ALBERA D, CRIVELLO M, TOZY M (dir.) SEIMANDI G (coll.) *Dictionnaire de la Méditerranée*. Éditions Actes Sud, Arles, p. 73-79.
- LACOUR C (1995) La tectonique des territoires ou l'économie de l'intermédiation. *Dynamiques territoriales*. L'Harmattan, Paris.
- LE MONNIER C-L-J, LACOUR C (1992) Prospective Arc Atlantique. *Analyses, Actions, Stratégies, Mission d'animation Inter-Régionale*, DATAR-IERSO.
- MEDITERRA (2008) *Les futurs agricoles et alimentaires en Méditerranée*. FNSP, Paris.
- MEZOUAGHI M (2009) (dir.) *Les localisations industrielles au Maghreb : attractivité, agglomération et territoires*. Karthala Éditions.
- MOUHOUD E-M (2011) Économie politique des révolutions arabes : analyse et perspectives. *Maghreb-Machrek* (210) : 35-47.
- PADILLA M (2000) *Alimentation et nourritures autour de la Méditerranée*. Karthala Éditions.
- PERRIN C (2013) *Un littoral sans nature ? L'avenir de la Méditerranée face à l'urbanisation*. École Française de Rome.
- PUISSANT S, LACOUR C (1999) *La métropolisation : croissance, diversité, fractures*. Anthropos Research & Publications.
- SOULARD C-T, VALETTE E, PERRIN C, ABRANTES P, ANTHOPOULOU T, BENJABALLAH O, DUGUÉ P, EL AMRANI M, LARDON S, MARRACCINI E, MOUSSELIN G, NAPOLEONE C, PAOLI J-C (2017) Agroecosystems in the Mediterranean urban areas: diversity, dynamics and drivers. *Regional Development Change*.
- VALETTE E, CARON P, WASSENAAR T, COPPENS G (2017). Conclusion. In : CARON P, VALETTE E, WASSENAAR T, COPPENS G, PAPAIZIAN V (dir.) *Des territoires vivants pour transformer le monde*. Quae, Versailles.
- VITOPOULOU A (2010) *Mutations foncières et urbaines pour la production des espaces et des équipements publics dans la ville grecque moderne : les propriétés de l'Armée et de l'Université et la formation de l'espace urbain de Thessalonique de 1912 jusqu'à nos jours*. Thèse de doctorat en Histoire, EHES, Paris.
- ZDRULI P (2014) Land resources of the Mediterranean: status, pressures, trends and impacts on future regional development. *Land Degradation & Development* (25) : 373–384.

Notes

- 1 - ARIMnet 1 (2008-2012) et ARIMnet 2 (2014-2017) : <http://www.arimnet2.net/>
- 2 - PRIMA : Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area (2018-2028) : <https://ec.europa.eu/research/environment/index.cfm?pg=prima>